

Un très important secteur de l'économie nationale, puisqu'il comprend les transports publics et maritimes, les banques, la presse, le textile, la céramique sanitaire, la cimenterie, l'industrie alimentaire, la recherche pétrolière, l'industrie des pêches, les taxis, est contrôlé par l'appareil techno-bureaucratique de la Histadrout. Dans le secteur agricole, elle regroupe le mouvement des moshavim, les trois fédérations kibboutziques et diverses autres organisations de paysans aisés, notamment la "Farmer's Federation", le "Conseil des Agriculteurs", organismes de fermiers aisés appartenant à la classe moyenne. Bref, 1/3 de l'économie israélienne est dirigée par la Histadrout qui, dans ses usines, ateliers et bureaux pratique la participation. Elle se préoccupe, en outre de couvrir l'éclosion de leaders syndicaux ralliés à la politique d'Union Sacrée.

Quant aux "Conseils ouvriers de gestion", ils désignent la composition des tribunaux chargés de maîtriser les conflits du travail. Ce syndicat unique et d'Etat-au plein sens du mot-puise ses cadres dans la bureaucratie des kibboutzim qui, en outre, fournit les hauts dignitaires politiques et administratifs sans lesquels l'Etat ne saurait fonctionner. A ces cadres, et aux intellectuels issus des milieux de l'intelligentsia sioniste, incombe la gestion des organismes de sécurité sociale, ce qui constitue le meilleur moyen de pression pour forcer les travailleurs à se syndiquer en bloc.

LA CRISE ECONOMIQUE EN ISRAEL

Malgré l'importance de l'aide financière des juifs américains et européens, la situation économique n'a cessé de se dégrader depuis le début de la "drôle de paix" consécutive à la victoire de juin '67 sur l'adversaire arabe. Précisons que cette aide évaluée à 6 milliards de dollars pendant les quinze années de la période 1945/65, se décompose dans les proportions suivantes:

- 3,6 milliards provenant des diverses organisations mondiales juives,
- 0,7 milliard de l'assistance technique des E.U.,
- 1,7 milliard des réparations de guerre payées par la République Fédérale Allemande.

D'autre part, en 1968, ISRAEL recevait l'équivalent de 20 % de l'aide globale consacrée au développement des pays du MOYEN-ORIENT.